**TERMS OF REFERENCE FOR INDIVIDUAL CONSULTANTS AND CONTRACTORS**

Consultation technique pour réaliser une étude des barrières à la scolarisation de la jeune fille et élaborer la stratégie nationale de la scolarisation des filles en République de Djibouti

|  |
| --- |
| **Purpose of Activity/Assignment:**  Réaliser une étude poussée sur les barrières à la scolarisation des enfants en milieu rural, avec un accent spécifique sur les jeunes filles dans les régions et appuyer techniquement l’élaboration de la Stratégie Nationale de la Scolarisation des Filles (SNSF) en République de Djibouti ; |
| Scope of Work  **1. Contexte et justification**  La République de Djibouti est un petit pays d’Afrique de l’Est, situé à l’entrée de la Mer Rouge, entre l’Erythrée (Nord), l’Ethiopie (Ouest) et la Somalie (Sud) avec une superficie de 23.200 Km². La population totale en 2017 était estimée à 948.249 habitants dont environ 40% sont des enfants (0-18 ans). Djibouti compte un taux d’urbanisation de plus de 70 % (avec 60 % dans la capitale) et un mouvement d’exode rural continu à cause de la faiblesse de l’économie en zones rurales et un afflux constant de migrants des pays voisins.  De nombreuses initiatives passées ou en cours à Djibouti ont travaillé ou travaillent sur l’inclusion des populations les plus vulnérables dans le système éducatif et sur l’amélioration de la qualité du système. L’autonomisation économique et financière des femmes et autres populations vulnérables fait aussi l’objet de nombreux efforts récents, notamment par le biais du Ministère de la Femme et de la Famille (MFF), du Ministère de la Jeunesse et de la Culture (MJC), et du Ministère de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP), appuyés par des financements extérieurs. Ces initiatives sont soutenues par un cadre politique favorable à la scolarisation et l’autonomisation des filles et des populations vulnérables, mis en place par le MENFOP, le ministère de la Santé, le MFF et le MJC et appuyés par une variété de documents stratégiques, notamment :   * La Vision Djibouti 2035 ; * La Politique Nationale de l'Enfance ; * Les Plans régionaux de la scolarisation du MENFOP ; * La Politique Nationale des Enseignant.e.s (PNE) ; * La Politique Nationale de Genre 2011-2021 ; * Le Plan National de Développement Sanitaire (PNDS) 2020-2024 ; * La Politique Nationale de l’Emploi (NPNE) ; * La Stratégie Nationale d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire.   Le Plan Sectoriel de l'Education (Schéma Directeur)  Le MENFOP a initié depuis 2010 un Plan Sectoriel de l’Education et de la Formation intitulé « Schéma Directeur de l’Education et de la Formation (SDEF) (2010-2019) ». Ce document a servi de référence à la politique éducative du pays durant les dix dernières années. La mise en œuvre de ce programme a permis d’atteindre des résultats appréciables en termes d’accès et d’équité du système éducatif.  En effet, grâce à l’implémentation de multiples reformes, telles que l’augmentation de l’offre scolaire (suite à la création de nouveaux établissements), le développement d’un réseau de transport scolaire, la diffusion d’une émission en 4 langues locales par le CRIPEN destinée à sensibiliser la population à la scolarisation des filles, la suppression des stéréotypes de genre dans les manuels scolaires et enfin, la mise en place d’un environnement scolaire plus accueillant pour les filles, avec, notamment, la construction de latrines séparées par genre, le ratio entre le nombre de filles et le nombre de garçons scolarisés s’est significativement accru pour l’enseignement moyen entre les années scolaires 2009-2010 et 2019-2020 (+9%) et a très fortement progressé dans l’enseignement secondaire général (+33%).  La parité n’étant cependant pas encore atteinte, et ayant, selon le RESEN, stagné au niveau du cycle du primaire, il apparait nécessaire de poursuivre les efforts pour encourager la scolarisation des filles en élaborant de nouvelles stratégies s’articulant directement avec le nouveau Schéma Directeur de l’Education et de la Formation, couvrant la période 2021-2035 et le Plan d’Action de l’Education y afférant (PAE 2021-2025).  Ces derniers assurent la continuité de la dynamique accomplie dans le précédent Schéma Directeur en développant une offre scolaire de proximité et en améliorant l’environnement scolaire au profit des filles, ce qui permettra de développer l’accès à l’éducation et la rétention des filles dans le système scolaire.  Aussi, et étant donné que les recherches académiques démontrent que la scolarisation des filles est plus affectée que celle des garçons par les longues distances et/ou le temps d’accès à l’école, les mesures précédemment développées dans le SDEF 2010-2019 ont contribué à encourager la scolarisation des filles.  D’autre part, de nouvelles mesures seront mises en place dans le cadre du SDEF 2021-2035, soit : des mesures en faveur de l’hygiène féminine en milieu scolaire, la prévention de violences basées sur le genre et l’aide aux victimes, la formation des enseignants et l’adaptation des enseignements a la scolarisation des filles, une meilleure prise en compte de la question du genre dans la gouvernance du système éducatif. Par ailleurs, des mesures destinées à compenser les couts de la scolarisation des filles pour favoriser la demande d’éducation pourraient être favorisés.  Djibouti présente donc un terreau fertile pour encourager l’égalité homme-femme, soutenu par un nombre important de documents stratégiques allant dans ce sens et par une multitude d’acteurs institutionnels ayant la capacité de mettre en œuvre les grandes orientations stratégiques du gouvernement. Pour autant, la mise en œuvre opérationnelle d’initiatives encourageant la scolarisation de la jeune fille reste limitée à Djibouti, notamment par manque d’un document stratégique spécifique regroupant les activités à mettre en œuvre en ce sens. Ainsi, la persistance des disparités du genre dans le secteur de l’éducation à tous les niveaux reste en défaveur des filles, en particulier celles qui résident en milieu rural.  **2. Contexte spécifique**  L'analyse au niveau mondial a également noté qu'il existe plusieurs niveaux de disparités - par exemple, un enfant, qui est une fille, dans une zone rurale ou vivant très loin de l'école, et avec un handicap, a une probabilité beaucoup plus élevée de ne jamais aller à l'école. Au niveau du pays, selon les données de l’annuaire statistique 2021-2022 du Ministère de l’Education et la Formation Professionnelle de Djibouti, près de 8 filles sur 10 garçons suivent l’enseignement primaire et moyen.  Les motifs pour lesquels les filles ont tendance à avoir moins accès à l’école et à décrocher plus que les garçons sont multiples et fortement enracinés dans les normes sociales sexospécifiques qui accordent aux femmes et aux filles un pouvoir de négociation plus faible au sein des ménages et de la société. A cela s’ajoute les tâches ménagères, les conflits, la sècheresse, l’éloignement de l’école et la réticence des parents à envoyer leurs filles dans des dortoirs pour des raisons de sécurité. Par ailleurs, les établissements scolaires de Djibouti ne garantissent pas systématiquement un accès à des infrastructures adaptées à la gestion de l’hygiène des filles, en particulier en période de menstruation, ce qui crée un absentéisme mensuel mais peut également les dissuader de poursuivre leurs études. Les conséquences d’un accès réduit à l’école peuvent notamment s’illustrer par le mariage précoce, le mariage forcé, et la grossesse chez les adolescentes, etc.  En ce qui concerne l’enseignement, il convient de noter que le nombre des femmes enseignantes est limité à Djibouti en général et très limité dans les zones rurales. Dans le rapport de l’Analyse du Système Educatif Djiboutien de 2020, les femmes représentaient seulement 21% de l’ensemble des enseignants, tous niveaux confondus. Le système éducatif djiboutien semble donc manquer de modèle pour les jeunes filles scolarisées.  Par ailleurs et comme évoqué précédemment, il n'existe pas encore de cadre politique ou de stratégie national(e) actif(ve) spécifique pour promouvoir la scolarisation des filles à Djibouti.  C’est dans ce contexte que l'UNICEF a reçu un financement important de l’Agence Française de Développement (AFD) en février 2022 pour la mise en œuvre d’un projet d’une durée de 5 ans (2022-2026) visant à Soutenir l’Education de la Jeune Fille et son Autonomisation (projet « SEFA »).  Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants :   * L’accès des filles à une offre d’éducation primaire et moyen de qualité est améliorée en zones rurales et péri-urbaine (Ali-Sabieh, Dikhil, Obock et Balbala) * **La rétention des filles venant de zones rurales et péri-urbaine dans le système éducatif est améliorée (Ali-Sabieh, Obock, Dikhil, Tadjourah, Arta).** * Les compétences des filles vivant en milieu rural et péri-urbain sont renforcées, permettant une meilleure intégration sur le marché du travail local et national (Ali-Sabieh, Dikhil, Obock) * **Les compétences des personnels du MENFOP, MFF et MJC existant au niveau national et régional sont renforcées pour la mise en œuvre et le suivi/évaluation de la politique nationale de scolarisation des filles**   Ainsi, dans le cadre de la composante 2, une étude poussée sur les obstacles de scolarisation de tous les enfants des zones rurales et éloignées, avec un accent particulier sur les filles est attendue, en particulier pour les trois régions d’intervention de la composante 1 du projet (Obock, Ali-Sabieh et Dikhil), qui vise notamment à mettre en place trois Ecoles Rurales Intégrées (ou « ERI »). Cette étude permettra non seulement de mieux comprendre le contexte dans lequel évoluent les enfants des zone rurales et éloignées ainsi que les jeunes filles dans chacune des trois régions, mais aussi et surtout de proposer des recommandations de pistes d’action concrètes et opérationnelles pour améliorer la scolarisation de tous les enfants et la rétention des jeunes filles à l’école (du primaire au secondaire en passant par le moyen). Cette étude permettra par ailleurs d’alimenter la seconde partie des travaux à réaliser par le **consultant national**, soit le développement de la Stratégie Nationale de la Scolarisation des Filles à Djibouti (2023- 2028). Les analyses ainsi que les orientations stratégiques fournies serviront de base pour tous les acteurs œuvrant dans le secteur éducatif pour diriger les interventions visant la scolarisation et le maintien des filles à l’école. Cela permettra notamment de renforcer la dimension d'équité et de genre dans le suivi des politiques sectorielles et des réformes, et de contribuer à formuler des recommandations qui prennent davantage en compte la dimension de genre.  **3. Objectifs de la consultation**  Cette consultation se fixe comme objectif principal d’appuyer le Ministère de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFOP) dans sa démarche d’élaborer une Stratégie Nationale de Scolarisation des Filles à Djibouti. Il s’agit spécifiquement de :  Etape 1 : la rédaction de l’étude sur les obstacles à la scolarisation des enfants des zones éloignées ainsi que de la jeune fille en zones rurales. Cela passera par :   * Identifier les obstacles majeurs qui limitent et compromettent la scolarisation des enfants en milieux éloignées et des jeunes filles dans une approche multisectorielle dans les régions de Dikhil, Ali-Sabieh et Obock en particulier, * Elaborer des questionnaires précis à destination des communautés sur place qui serviront de base aux échanges réalisés dans le cadre de focus groups et d’entretiens sur le terrain afin de comprendre leurs besoins réels ; * Proposer des pistes d’action concrètes et réalistes court terme, moyen terme et long terme pour pallier les obstacles à la scolarisation des enfants avec un accent sur les jeunes filles dans ces zones spécifiques * Rédiger un livrable final qui contient l’ensemble des constats faits sur le terrain ainsi que les pistes d’action recommandées qui servira par la suite à alimenter l’élaboration de la stratégie de scolarisation des filles   Etape 2 : l’élaboration de la stratégie nationale de scolarisation des filles. Cela passera par :   * Etablir l’état des lieux de la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles à Djibouti à travers la revue documentaire ; * Identifier les points communs et les différences dans les obstacles de scolarisation de tous les enfants entre les zones rurales et urbaines avec un accent sur les filles ; * Déterminer les besoins réels, pratiques et multisectoriels pour promouvoir la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles à travers le focus group, les interviews, etc en particulier en zone urbaine et dans les deux autres régions non couvertes par l’étude mentionnée ci-dessus ; * Proposer des orientations stratégiques ainsi que des interventions nécessaires pour booster la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles en portant un regard non seulement dans le secteur éducatif mais également dans d’autres secteurs (Santé, Protection, Environnement, Eau Hygiène et Assainissement); * Développer et finaliser la stratégie de la scolarisation des filles assortie d’une feuille de route budgétisée avec définition des rôles et responsabilités ; * Développer un plan de communication pour la vulgarisation de la stratégie.   **4.**  **Principales taches de la consultation**  Les principales missions du consultant sont :  Etape 1 : la rédaction de l’étude sur les obstacles à la scolarisation de la jeune fille en zones rurales :   * s’imprégner de toute la documentation disponible (Vision Djibouti 2035 ; Politique Nationale de l'Enfance ; Plans régionaux de la scolarisation du MENFOP ; PNE; Politique Nationale de Genre 2011-2021 ; PNDS 2020-2024 ; NPNE ;La Stratégie Nationale d'eau, d'assainissement et d'hygiène en milieu scolaire ; RESEN ; SDEF 2021-2035 ; PAEF 2021-2025 ; annuaires statistiques ; rapport d’évaluation du schéma directeur ; modèle de simulation (MSFE)…) * élaborer la note méthodologique et les outils de collecte des données * faire les missions sur le terrain pour collecter des données * animer des ateliers de travail/validation * rédiger l’étude final qui servira par la suite à alimenter l’élaboration de la stratégie de scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles   Etape 2 : l’élaboration de la stratégie nationale de scolarisation des filles :   * dégager les axes stratégiques pour la stratégie de la stratégie de scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles basée sur l’étude * proposer le projet de la feuille de route budgétisé * élaborer le plan de communication * animer des ateliers d’élaboration/validation de la stratégie de la scolarisation des filles et de restitution des recommandations clés au profit du MENFOP et des autres partenaires clés   **5. Méthodologie du travail**  Les candidats devront soumettre une proposition technique décrivant la méthode qu'ils seront amenés à mettre en œuvre, comprenant un plan détaillé de leur mission ainsi que des différentes phases et identification des outils appropriés pour réaliser cette mission.   * Des propositions liées aux approches participatives devraient être faites en vue d’assurer une consultation adéquate avec les parties prenantes, ainsi que des options pour intégrer leur participation effective tout au long du projet. * La méthodologie proposée par le cabinet sélectionné devra prendre en compte : * La présentation de manière simple et synthétique du projet, ses enjeux, sa finalité, son contexte, la méthodologie de travail ainsi que des contraintes et risques associés ; Identifier les acteurs clés ; * Proposer un plan de travail ainsi que les documents nécessaires pour réaliser le travail ; Proposer les outils de collecte des données et enfin proposer la structure de la stratégie ; * Réalisation du diagnostic des écarts entre les filles et les garçons en termes d’accès aux services et de maintien dans l’écosystème éducatif et continuum éducation-emploi à travers la revue documentaire mais aussi des rapports des revues sectorielles de l’éducation, les statistiques produites ainsi que les études, les statistiques annuelles du genre et les évaluations menées par le MENFOP et par les partenaires du secteur de l’éducation et l’analyse du contexte du pays et de ses régions sur le secteur de l’éducation, plus particulièrement sur l’éducation et l’autonomisation des filles en vue de ressortir les principales inégalités basées sur le genre, l’identification des gaps et des enjeux politiques ; * Les entretiens ainsi que le focus group avec des personnes ressources auprès des parties prenantes et autres partenaires clés, y compris les cadres du Ministère de l'Éducation, du Ministère de la Femme et de la Famille, du Ministère des Affaires Sociales, du Ministère de la Jeunesse et des Sports, du Ministère de la Santé, ainsi que les partenaires techniques et financiers (PTF) du secteur, membres du GLPE, les organisations de la société civile qui travaillent dans les secteurs de l’éducation, les APE, les comité de gestion, les filles et les garçons sans oublier les leaders d’opinions, les associations féminines ainsi que les communautés en vue de discuter sur les freins /barrières/obstacles à la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles. * L’identification et analyse des causes des inégalités ainsi que les besoins réels, pratiques, et multisectoriels tout en envisageant les orientations stratégiques ainsi que le plan d’action y relatif. * L'approche stratégique qui guidera la conception du plan de communication et de suivi/évaluation.   **6.**  **Résultats et livrables attendus par la consultation**  Au cours de cette consultation, le consultant (e) aura produit :   * Une note de cadrage pour l’étude d’analyses des barrières a la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles et le développement de la stratégie de scolarisation de la jeune fille * Une présentation PowerPoint de restitution sur l’étude sur les obstacles à la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles au MENFOP et des autres acteurs * Un document final d’étude sur les obstacles à la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles ainsi que les programmes / activités recommandées pour répondre aux obstacles identifiés * Une présentation PowerPoint de restitution sur la stratégie nationale de la scolarisation de la jeune fille au MENFOP et des autres acteurs * Un plan de communication * Un document final de la stratégie   **7. Durée de la mission**  La durée globale de la mission sera de 4 mois, avec 84 jours ouvrés travaillés. L’animation des ateliers et les visites sont inclues dans l’intervalle de cette durée.  **8. Supervision**  L’expert sera recruté par l’UNICEF qui établira le contrat. Il sera responsable de la rédaction des livrables, de la conduite de la consultation, des réunions de travail, ainsi que des recommandations clés. Il coordonnera les contributions, assurera l’harmonisation et sera garant de la qualité du document. Dans le cadre de la mise en œuvre de la prestation, l’expert sélectionné aura pour interlocuteur une équipe projet qui sera mis en place. Elle comprendra les responsables de l’UNICEF mobilisés sur ce projet ainsi que la DGA du MENFOP.  La cheffe de section Education et développement des Adolescents de l’UNICEF supervisera la mise en œuvre de la prestation en concertation avec le chef de projets de l’AFD. La Cheffe de section Education et Développement des Adolescents de l’Unicef sera chargée de diriger en collaboration avec le DGA les travaux et d’assurer le travail conjoint entre l’expert et l’équipe technique du projet.  Les résultats des travaux seront soumis à l’approbation d’un comité technique placé sous l’autorité du Ministère de l’Education Nationale et de la Formation Professionnelle.  **9. Lieu de consultation et conditions de travail**  Travail présentiel à Djibouti, à préciser dans la proposition technique. Le/la consultant/e est normalement censé travailler physiquement au bureau de l'UNICEF, sauf s'il/elle est nécessaire de partir en missions / réunions à l'extérieur du bureau.  **10. Rémunération**  L’offre financière couvrira les dépenses suivantes :   * Les honoraires, * Les indemnités journalières pour les missions en dehors de domicile à Djibouti (incluant les frais de déplacements dans la ville et sur le terrain, etc). Le montant total dépendra du nombre de jours effectifs sur le terrain, * Tous les autres frais seront à la charge du consultant. Le consultant devra fournir une preuve de sa couverture médicale pour toute la durée de la mission.   **11. Termes de paiement**  L’expert sera payé à la soumission de factures relatives aux différents livrables, sous réserve de validation par le superviseur de la consultation.  L’expert devra soumettre les différents produits de la consultation, après validation par le comité technique, pour qu’il soit payé. Son paiement devra s’effectuer à hauteur de :   * 10% lors de la remise de la note de cadrage de la consultation ; * 30% lors de la remise de l’étude des obstacles à la scolarisation des enfants des zones rurales et éloignées avec un accent sur les jeunes filles finalisée * 30% los de la remise du premier document de la stratégie : * 30% lors de la remise du document final de la stratégie.   **12. Qualifications**  L’expert national devra avoir :   * Un Master ou Doctorat en sciences sociales (éducation, sociologie, genre, démographie, psychologie, sciences politiques ou économiques), en politique publique ou en développement international, en économie de l’éducation ou en planification de l’éducation sensible au genre ou domaine similaire de l'éducation pour le développement ; * Une expertise avérée dans le domaine de développement de stratégies en particulier sur la scolarisation des enfants vulnérables avec un accent de l'équité et du genre. * Au moins 10 ans d’expérience dans la recherche et le renforcement de capacités des gouvernements en matière de genre, notamment en ce qui concerne l’intégration du genre dans les politiques publiques et dans la planification financière sensible au genre avec une compréhension du changement social ; * Une expérience dans un pays ou une expérience de la programmation liée au genre dans la Corne de l’Afrique est fortement souhaitée. ; * Expérience avérée de la rédaction de rapport et de recommandations en vue d’un plan d’actions au niveau politique et opérationnel ; * Connaissance avérée des questions liées à l’égalité des genres et notamment dans le domaine de l’éducation des filles ; * Connaissance du système éducatif de Djibouti ; * Excellentes compétences interpersonnelles, de facilitation et de communication. ; * Excellente connaissance en Français écrit et parlé ; * Capacités rédactionnelles en Français * Flexibilité et capacité d’adaptation aux changements et aux conditions de travail dans les contextes de crise humanitaire ; * Parfaite maitrise de la suite Microsoft Office (Word, Excel et Power Point).   **13. Processus de soumission (uniquement pour les consultants individuels)**  Les candidats intéressés devront postuler directement sur le site internet de l’UNICEF <https://jobs.unicef.org/en-us/listing/> en incluant les documents suivants :   * Un CV à jour et une lettre de couverture * La proposition techniques et financière (le montant total y compris les honoraires, les frais de déplacement etc ) indiquant les dates de disponibilités * Des exemples ou attestations de services rendus similaires   Chaque soumission devra inclure le taux journalier des honoraires ainsi que les autres frais conformément à la section 10. |
|  |
| **Child Safeguarding**  Is this project/assignment considered as “[Elevated Risk Role](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Guidance%20on%20Identifying%20Elevated%20Risk%20Roles_finalversion.pdf?CT=1590792470221&OR=ItemsView)” from a child safeguarding perspective?       YES       NO     If YES, check all that apply:    **Direct contact role** YES       NO   If yes, please indicate the number of hours/months of direct interpersonal contact with children, or work in their immediately physical proximity, with limited supervision by a more senior member of personnel:   |  | | --- | | N/A |   **Child data role** YES      NO   If yes, please indicate the number of hours/months of manipulating or transmitting personal-identifiable information of children (name, national ID, location data, photos):   |  | | --- | | N/A |   More information is available in the [Child Safeguarding SharePoint](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/SitePages/Amendments-to-the-Recruitment-Guidance.aspx) and [Child Safeguarding FAQs and Updates](https://unicef.sharepoint.com/sites/DHR-ChildSafeguarding/DocumentLibrary1/Child%20Safeguarding%20FAQs%20and%20Updates%20Dec%202020.pdf) |

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Budget Year:** | **Requesting Section/Issuing Office:** | | **Reasons why consultancy cannot be done by staff:** | | | |
| 2023 | Education/Djibouti CO | | Une expertise technique indépendante et de haut niveau est nécessaire | | | |
| **Included in Annual/Rolling Workplan***:*  Yes  No, please justify:  Cette consultance technique est basée sur le Plan d’action avec le Ministère l’Education Nationale et la Formation Professionnelle (MENFOP), Activité 1.4.1 : Appui au développement de la stratégie nationale de scolarisation des filles | | | | | | |
| **Consultant sourcing:**  National  International  Both  **Consultant selection method:**  Competitive Selection (Roster)  Competitive Selection (Advertisement/Desk Review/Interview) | | | | | **Request for:**  New SSA – Individual Contract  Extension/ Amendment | |
| **If Extension, Justification for extension:**  N/A | | | | |  | |
| **Supervisor:** | | **Start Date:** | | **End Date:** | | **Number of Days (working)** |
| *Sayaka Usui, Cheff section Education et le Développement des Adolescents* | | *1 juin 2023* | | *30 septembre 2023* | | *84 jours* |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Work Assignment Overview** | | |
| **Tasks/Milestone:** | **Deliverables/Outputs:** | **Timeline** |
| Elaborer une note méthodologique détaillant la conduite de l’analyse et des barrières a la scolarisation des jeunes filles et le développement de la stratégie de scolarisation de la jeune fille | Note de cadrage | 8 jours |
| Collecter et analyser les données ; organiser l'atelier de travail de groupe / validation / restitution ; soumission de l’étude finale | Document final d’étude sur les obstacles à la scolarisation de la jeune fille | 24 jours |
| Dégager les axes stratégiques pour la stratégie de la scolarisation des filles basée sur l’étude ; proposer le projet de la feuille de route budgétisé ; élaborer le plan de communication | Document provisoire de la stratégie et le Plan de Communication | 28 jours |
| Animer des ateliers d’élaboration/validation de la stratégie de la scolarisation des filles et de restitution des recommandations clés au profit du MENFOP et des autres partenaires clés ; soumission de paquet complète | Document final de la stratégie et le Plan de communication | 24 jours |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Estimated Consultancy fee** |  |  |  | | |
| Travel International (if applicable) | N/A |  |
| Travel Local (please include travel plan) | Voiture de location + carburants  Mission sur le terrain pour collecter des données  Région nord : 10 jours  Région sud : 10 jours |  |
| DSA (if applicable) | DSA 115 USD/jour/ nuitée  Total 20 jours |  |
| **Total estimated consultancy costs[[1]](#endnote-1) including travel** |  |  |
| **Minimum Qualifications required:** | **Knowledge/Expertise/Skills required:** | | |
| Bachelors  Masters  PhD  Other  Enter Disciplines:   * L’éducation sensible au genre ; * L’économie de l'éducation ; * La gestion de projets publiques ; * L’égalité du genre | L’expert national devra avoir :   * Un Master ou Doctorat en sciences sociales (sociologie, genre, démographie, psychologie, sciences politiques ou économiques), en politique publique ou en développement international, en économie de l’éducation ou en planification de l’éducation sensible au genre ou domaine similaire de l'éducation pour le développement ; * Une expertise avérée dans le domaine de développement de stratégies en particulier sur le genre. * Au moins 10 ans d’expérience dans la recherche et le renforcement de capacités des gouvernements en matière de genre, notamment en ce qui concerne l’intégration du genre dans les politiques publiques et dans la planification financière sensible au genre avec une compréhension du changement social ; * Une expérience dans un pays ou une expérience de la programmation liée au genre dans la Corne de l’Afrique est fortement souhaitée. ; * Expérience avérée de la rédaction de rapport et de recommandations en vue d’un plan d’actions au niveau politique et opérationnel ; * Connaissance avérée des questions liées à l’égalité des genres et notamment dans le domaine de l’éducation des filles ; * Connaissance du système éducatif de Djibouti ; * Excellentes compétences interpersonnelles, de facilitation et de communication. ; * Excellente connaissance en Français écrit et parlé ; * Capacités rédactionnelles en Français * Flexibilité et capacité d’adaptation aux changements et aux conditions de travail dans les contextes de crise humanitaire ; * Parfaite maitrise de la suite Microsoft Office (Word, Excel et Power Point). | | |
|  |  | | |
| **Administrative details:**  Visa assistance required:  Transportation arranged by the office: | Home Based  Office Based: (Une mission à Djibouti prevue)  If office based, seating arrangement identified:  IT and Communication equipment required:  Internet access required: | | |
|  |
|  |  | | |
| *Approval of Chief of Operations (if Operations): Approval of Deputy Representative (if*  *Programme)*  *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_*  *Representative (in case of single sourcing/or if not listed in Annual Workplan)*    *\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_* | | | | |
|  | | | | | | |
|  | | | | | | |

1. Costs indicated are estimated. Final rate shall follow the “best value for money” principle, i.e., achieving the desired outcome at the lowest possible fee. Consultants will be asked to stipulate all-inclusive fees, including lump sum travel and subsistence costs, as applicable.

   Payment of professional fees will be based on submission of agreed deliverables. UNICEF reserves the right to withhold payment in case the deliverables submitted are not up to the required standard or in case of delays in submitting the deliverables on the part of the consultant

   **Text to be added to all TORs:**

   Individuals engaged under a consultancy or individual contract will not be considered “staff members” under the Staff Regulations and Rules of the United Nations and UNICEF’s policies and procedures, and will not be entitled to benefits provided therein (such as leave entitlements and medical insurance coverage). Their conditions of service will be governed by their contract and the General Conditions of Contracts for the Services of Consultants and Individual Contractors. Consultants and individual contractors are responsible for determining their tax liabilities and for the payment of any taxes and/or duties, in accordance with local or other applicable laws. [↑](#endnote-ref-1)